

Les Echos

 20.10.2025

Entreprises

Les Etats-Unis minent tout espoir d'une décarbonation rapide du transport maritime

Marie Bellan

Le vote de l'Organisation maritime internationale, qui devait ratifier l'accord sur la décarbonation du secteur, a été reporté d'un an sous la menace des Etats-Unis.

Les 176 pays membres de l'Organisation maritime mondiale (OMI) avaient salué un accord historique en avril pour la décarbonation du transport maritime. On pensait ainsi le secteur sur la bonne voie pour parvenir à une nette diminution de ses émissions de CO₂. C'était sans compter sur l'influence américaine et la volonté farouche de Donald Trump de faire capoter cet accord.

Le vote, nécessaire pour ratifier définitivement l'accord du mois d'avril, et qui devait avoir lieu vendredi à Londres, a finalement été décalé d'une année. Le report a été entériné par une majorité de 57 voix contre 49. Les Etats-Unis n'ont donc pas réussi à torpiller totalement le processus mais c'est un temps précieux qui va être perdu au vu de l'urgence que représente le dérèglement climatique. Selon un rapport de l'organisation météorologique mondiale parue cette semaine, les concentrations de dioxyde de carbone dans l'atmosphère ont connu leur plus forte hausse en 2024 depuis 1957. Et le transport maritime mondial est responsable de 3 % de ces émissions.

Système d'échanges

Les termes de l'accord prévoyaient un système d'échanges de quotas carbone, sur le modèle de ce qui existe au niveau européen pour les industries très émettrices de CO₂. Ce système devait commencer à faire baisser les émissions des navires dès 2028, avec un objectif de neutralité carbone pour 2050.

« *Je n'ai pas grand-chose à vous dire pour l'instant. Ça n'arrive pas souvent* », a réagi, visiblement abattu, Arsenio Dominguez, le secrétaire général de l'OMI, dont les décisions sont traditionnellement prises par consensus. En avril, 63 pays s'étaient déclarés favorables à l'accord, 16 contre et 24 s'étaient abstenu. Vendredi, la Chine, tout comme l'Inde, a voté pour le report. D'autres pays comme Chypre et la Grèce, deuxième armateur mondial après la Chine, ainsi que les Philippines, qui fournissent le premier contingent mondial de travailleurs du secteur, se sont abstenu.

Un moindre mal

Le gouvernement de Donald Trump a en effet menacé directement les pays qui voterait le texte de représailles commerciales, comme des tarifs portuaires supplémentaires ou des refus de visas pour les membres des équipages des bateaux voulant accoster aux Etats-Unis. Des menaces qui ne sont pas à prendre à la légère venant de Washington, Donald Trump ayant déjà montré à maintes reprises qu'il n'hésitait à utiliser tous les moyens en son pouvoir pour arriver à ses fins. « *Les Etats-Unis ne toléreront PAS cette arnaque verte mondiale sous forme de taxe sur le transport maritime et ne s'y conformeront d'aucune manière* », avait affirmé dès jeudi le président américain sur son réseau Truth Social. Un positionnement soutenu par la Russie, l'Arabie saoudite et les autres pays pétroliers. Une coalition pro-pétrole qui se constitue à chaque négociation sur le climat.

Le Brésil, la Chine et l'Union européenne avaient, eux, réitéré leur soutien au texte. Sans grand succès. Le report d'un an du vote, qualifié de « *regrettable* » par l'Europe, est un moindre mal mais ce coup de théâtre augure très mal des futures négociations qui doivent se tenir dans moins d'un mois au Brésil pour la COP30.

La séquence qui vient de se dérouler à Londres montre combien le pouvoir de nuisance des Etats-Unis est puissant. Elle montre surtout que l'Amérique, contrairement au premier mandat de Donald Trump, n'a pas l'intention de se retirer simplement des négociations climatiques internationales comme ce fut le cas en 2016.

Donald Trump semble décidé, cette fois, à peser de tout son poids à la fois sur les accords mondiaux qui pourraient pénaliser le secteur des hydrocarbures, mais aussi sur les instances internationales comme la Banque mondiale ou le Fonds monétaire international pour les empêcher de progresser vers de nouveaux modes de financement de la transition écologique, notamment pour les pays en voie de développement. La nomination cette semaine de Dan Katz, membre de l'administration Trump, comme numéro deux du FMI, est un signal à prendre au sérieux.